



LA DETTE PUBLIQUE N'EXISTE PAS!

Le trou dans le budget de l'État, c'est comme le « trou de la Sécu » : ça n'existe que parce que les capitalistes le veulent. Et c'est en fait un minuscule trou de souris, comparé à l'argent entassé dans des paradis fiscaux. Mais les conséquences, ce sont les classes populaires qui vont les payer : Barnier veut imposer 40 milliards de coupes budgétaires dans les services publics, déjà en grande souffrance et en sous-effectif.

Mais d'où vient ce trou de 60 milliards d'euros dans la caisse de l'État ? Ni soudain, ni imprévisible, il a une cause structurelle et une cause conjoncturelle :

La cause structurelle, c'est l'autoréduction d'impôts que les capitalistes s'octroient en permanence. Chaque année, 15 % à 20 % de l'impôt dû par les grandes entreprises avait disparu dans des paradis fiscaux, l'évasion fiscale est chiffrée entre 80 et 100 milliards d'euros.

La cause conjoncturelle, ce sont les cadeaux, réductions et exonérations faites aux plus riches et aux entreprises. Car les États préfèrent légaliser une partie de l'évasion fiscale, n'ayant aucune intention d'y mettre un terme.

LES CAPITALISTES NOUS COÛTENT (TROP) CHER !

Sarkozy, Hollande et Macron ont tous appliqué une politique favorable aux plus riches.

Conclusion : les 60 milliards d'euros manquants s'expliquent par une évasion fiscale titanesque que l'État, au service des capitalistes légalise à la marge. C'est un choix de classe, mais c'est aussi un choix idéologique de dire qu'il faut que ce soit la grande masse de la population qui se serre la ceinture pour ne surtout pas redistribuer les richesses.

+56 % DE CRÉDITS MILITAIRES EN HUIT ANS

Les coupes budgétaires annoncées vont impacter en premier lieu :

- l'Éducation nationale, avec 4 000 postes d'enseignant-es supprimés principalement dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- la santé et le social, avec moins de remboursements par l'assurance-maladie, encore des suppressions de lits, et des subventions en moins... ;

- la justice, qui verrait son budget amputé de 500 millions d'euros ;
- les communes et autres collectivités territoriales, qui perdraient 5 milliards d'euros de financement ;
- la transition écologique est également impactée avec la division par 2,5 du fonds vert pour les collectivités territoriales, la réduction des aides à la rénovation énergétique, la suppression du plan vélo, la baisse du budget de la sécurité routière...

En revanche, le budget de la police n'est pas touché, et celui de l'armée progresse encore de 3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards.

NOTRE PERSPECTIVE C'EST LA LUTTE !

Ce budget 2025, c'est un pas de plus vers le néolibéralisme : moins de services publics, plus d'État-matras, plus d'État impérialiste, qui va continuer à faire diversion en jetant la suspicion sur la minorité musulmane, en réprimant les écologistes, les travailleuses et travailleurs en lutte...

Toutes ces coupes budgétaires ne seront pas sans conséquences : elles vont impacter durement les populations, qui se soigneront moins, auront accès à des services publics dégradés ; elles vont accélérer la crise du recrutement dans le public ; elles vont réduire les moyens des associations, elles vont appauvrir les communes rurales et semi-rurales ; elles vont freiner la transition vers la sobriété énergétique.

Nécessairement il faudra impulser et soutenir les luttes collectives pour empêcher la fermeture d'un hôpital, d'une maternité, d'une école, pour loger les 330 000 personnes à la rue que l'État condamne à la mort, avec parmi elles au moins 3 000 enfants. C'est la multiplication de ces luttes locales qui contraindra l'État, même s'il ne l'avouera pas, à reculer sur les coupes, et à prendre la richesse là où elle est.



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

- ☐ Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire.
☐ Je m'abonne à *Alternative libertaire*. (30€/an, 20€ pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM PRÉNOM
TÉL. EMAIL
ADRESSE

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19

